

## « Cuba et les Etats-Unis : le lent dégel »

Après quasiment cinquante ans d'hostilité acharnée au gouvernement révolutionnaire de Cuba, les Etats-Unis ont pris leurs premières mesures visant à un dégel des relations. Le gouvernement cubain a répondu avec prudence et scepticisme mais en ne fermant pas la porte à cette éventualité.

Certains commentateurs ont attribué cette nouvelle situation au changement de leadership dans les deux pays. La véritable explication réside bien plus dans le changement de la situation géopolitique, dans le système-monde dans son ensemble et en Amérique latine en particulier.

Les révolutionnaires cubains prirent le pouvoir en janvier 1959. Les relations avec les Etats-Unis se détériorèrent gravement en l'espace d'un an. En mars 1960, le président Eisenhower ordonna la préparation d'une invasion de Cuba par des exilés dans le but d'y renverser le gouvernement. Peu de temps après son arrivée à la présidence, John F. Kennedy approuva en mars 1961 une version révisée du plan Eisenhower. Un mois plus tard, le plan fut exécuté. Ce fut l'invasion de la Baie de Cochons (Playa de Girón). Elle ne dura que quelques jours et se termina par un fiasco militaire pour les envahisseurs qui avaient le soutien des Américains.

En janvier 1962, les Etats-Unis proposèrent lors du sommet de l'Organisation des Etats américains (OEA) la suspension de Cuba de cette organisation. Cette proposition fut appuyée par 14 membres sur 21 ; une majorité des deux-tiers était nécessaire pour l'adopter. Cuba vota contre tandis que six pays latino-américains s'abstinrent. Le motif principal de cette suspension était le fait que Cuba avait annoncé son adhésion au marxisme-léninisme, jugé incompatible avec son statut de membre de l'OEA. Les Etats-Unis instaurèrent en outre un embargo total sur les relations commerciales avec Cuba et cherchèrent à obtenir de leurs alliés ouest-européens membres de l'OTAN et des Etats d'Amérique latine l'assentiment de ce boycott.

Le mois d'octobre 1962 fut marqué par la dramatique crise des missiles de Cuba. L'Union soviétique avait installé des missiles nucléaires sur des sites cubains. Les Etats-Unis exigèrent leur retrait. Le monde se crut au bord de la guerre nucléaire. Finalement, l'Union soviétique retira les missiles, vraisemblablement avec comme gage, tenu secret, de la part des Etats-Unis de ne plus appuyer de nouvelle invasion de Cuba. Le gouvernement cubain indiqua son désaccord avec la décision des Soviétiques mais conserva ses bonnes relations avec son gouvernement.

Il est évident que les considérations liées à la Guerre froide furent l'élément principal de l'hostilité américaine au gouvernement cubain. A partir de ce moment-là, le gouvernement des Etats-Unis exerça une pression constante sur ses alliés de l'OTAN et sur les Etats latino-américains pour qu'ils cessassent toutes relations avec Cuba, ce que l'un après l'autre, ils firent pour la plupart.

Dans le même temps, le nombre d'exilés cubains aux Etats-Unis augmentait. Ces exilés étaient déterminés à renverser le gouvernement cubain et ils s'organisèrent politiquement pour s'assurer un très fort soutien du Congrès et du gouvernement américains. Pendant les trente premières années, ces efforts rencontrèrent de plus en plus de succès.

Face à cette hostilité, le gouvernement cubain rechercha des alliances non seulement avec les pays du « bloc communiste » mais aussi avec les gouvernements et mouvements révolutionnaires du « Tiers-monde ». Il « exporta » vers celui-ci son capital humain qui revêtait la forme de médecins et d'enseignants bien formés. Il apporta une aide militaire déterminante au gouvernement de l'Angola indépendant lorsque celui-ci combattait les envahisseurs issus du gouvernement d'apartheid sud-africain. Les troupes cubaines contribuèrent à défaire les Sud-Africains lors de la bataille décisive de Cuito Carnavale en 1988.

La situation changea du tout au tout dans les années 1990 de trois façons cruciales. Le premier élément nouveau fut l'effondrement de l'Union soviétique. Il signifiait que les considérations relatives à la Guerre froide n'étaient désormais plus pertinentes. Il signifiait aussi que Cuba allait souffrir dans les années 1990 de grandes privations économiques du fait de la fin de l'aide économique russo-soviétique, ce qui l'obligea à réajuster son programme interne.

Le deuxième élément nouveau, particulièrement évident sous la présidence de George W. Bush, ce fut le grave déclin de la puissance géopolitique des Etats-Unis. Ce déclin déclencha un profond renversement de politique en Amérique latine où des gouvernements de centre-gauche arrivèrent au pouvoir les uns après les autres. Un par un, ces pays commencèrent à restaurer des relations diplomatiques avec Cuba ainsi qu'à appeler à la fin du boycott américain et à la réintégration de Cuba dans l'OEA.

Le troisième élément, ce fut une transformation marquée de la scène politique américaine. Pour la première fois, des discussions sérieuses s'engagèrent au sujet de l'« échec » de la politique américaine à l'encontre de Cuba. Les intérêts agricoles firent pression pour obtenir le droit de vendre leurs produits à Cuba. Ces pressions se gagnèrent le soutien de nombreux sénateurs républicains, y compris notamment Richard Lugar, figure de proue républicaine du Comité des relations étrangères du Sénat.

Plus important peut-être encore, au bout de cinquante ans, les opinions politiques de la communauté des exilés cubains avaient évolué. Un grand nombre de jeunes cubano-américains commencèrent à défendre le droit de voyager à Cuba, d'y expédier de l'argent et d'avoir des échanges libres et ouverts.

Quand Barack Obama est devenu président, il s'est ainsi retrouvé quelque peu sous pression pour engager un « dégel » dans les relations entre les deux pays. Il l'a fait par divers premiers gestes, annulant les restrictions imposées par son prédécesseur sur les transferts d'argent et les voyages effectués par les familles. L'inconnue jusqu'à présent, c'est jusqu'où Obama est prêt à aller pour améliorer ces relations. Mais tandis qu'il y a encore dix ans la pression politique interne aux Etats-Unis était massivement en faveur du boycott économique, l'opinion publique et la classe politique sont aujourd'hui divisées. Et étant donné l'évolution de l'opinion latino-américaine et de la taille croissante de cette population aux Etats-Unis, il est probable que l'opinion publique américaine continue d'évoluer dans l'année ou les deux ans à venir.

La réaction de Cuba a été prudente. Fidel Castro l'a bien expliqué le 5 avril. Pour lui, les gestes et déclarations d'Obama ont été avant tout adressés au public américain et ont exprimés l'opinion d'un président américain. Il a ensuite déclaré deux choses : « *Incontestablement, il est bien meilleur que Bush et McCain* » (ce que beaucoup de critiques de gauche d'Obama ont

du mal à admettre) mais Obama est contraints par les réalités : « *L'empire est bien plus puissant que lui et ses bonnes intentions* ».

Cuba cherche donc pour le moment à sonder jusqu'où les Etats-Unis sont prêts à aller. Des discussions diplomatiques à « bas niveau » ont lieu actuellement. En interne, le gouvernement Obama est soumis à des pressions en faveur d'un « dégel ». Le gouvernement cubain est soumis aux pressions latino-américaines en faveur d'un « dégel ». Si les réalités géopolitiques continuent d'évoluer dans la direction qu'elles ont prises ces dernières années, il n'est pas impossible que Cuba et les Etats-Unis parviennent à établir des relations diplomatiques « normales ». Certes, les deux continueraient d'avoir des points de vue différents sur le monde et continueraient de poursuivre des objectifs quelque peu différents, mais cela est vrai de la plupart des relations bilatérales. Une situation dans laquelle les relations entre Cuba et les Etats-Unis seraient caractérisées par la dignité et le respect mutuel constituerait un grand progrès par rapport aux relations des cinquante dernières années.

Par Immanuel Wallerstein